



Étude des impacts sociaux, territoriaux et économiques de la formation professionnelle sur les personnes formées et les pouvoirs publics

**Annexe technique – Estimer l’impact économique de
la formation professionnelle pour les pouvoirs publics**





1. Méthodologie

Estimer l'impact économique de la formation professionnelle

Données publiques mobilisées pour reconstituer les trajectoires d'insertion

Les données publiques présentées ci-dessous ont servi de socle à l'analyse des coûts évités induits par le financement de la formation professionnelle par la puissance publique. Les modélisations proposées dans la suite du document s'appuient sur deux travaux de référence mobilisant un contrefactuel crédible pour chaque type de personnes formées.

Base de données

Rapport d'étude

Méthodologie

Apprentis vs. Etudiants en voie scolaire

CEREQ
*Enquête Génération
 (2017-2020)*

CEREQ, 2022
 Quand l'école est finie
 Premiers pas dans la vie active de la
 Génération 2017
Résultats de l'enquête 2020

Une reconstitution des trajectoires **mois par mois de novembre 2016 à novembre 2020** pour les jeunes sortis de formation initiale au cours de l'année 2017, formés en apprentissage et en voie scolaire, à partir des données publiques disponibles selon **9 trajectoires types d'insertion** construites par le CEREQ. Une **extrapolation de ces trajectoires sur un an (projections)** pour reconstituer des trajectoires d'insertion allant jusqu'à 5 ans après le début de la formation.

Demandeurs d'emploi formés vs. Demandeurs d'emploi non-formés

DARES
*Dispositif ForCe
 (2017-2019)*

DARES, 2022
 Quelles sont les chances de retour à
 l'emploi après une formation ?
*L'apport de la base ForCe pour
 l'analyse des trajectoires individuelles
 du chômage vers l'emploi*

Une reconstitution des trajectoires **mois par mois** après le début de la formation pour les demandeurs d'emploi formés et non-formés à partir des **résultats du PIC sur le taux d'emploi des demandeurs d'emploi** (formés et non-formés) à **6, 12, 18 et 24 mois après le début de la formation**. Une **extrapolation de ces trajectoires sur 2 ans (projections)** pour reconstituer des trajectoires allant jusqu'à 4 ans après le début de la formation.

Ces deux études reposent sur des **suivis de cohortes comparables**, permettant de **documenter de façon robuste l'impact de la formation professionnelle** sur les trajectoires d'insertion des personnes formées dans le temps long, vis-à-vis de personnes non-formées similaires. Les données mobilisées présentent également l'avantage de comparer des trajectoires d'emploi pour plusieurs profils de personnes formées.

Estimer l'impact économique de la formation professionnelle

Estimation des coûts et recettes publiques associées à ces trajectoires

Les estimations de coûts et recettes publics associés aux trajectoires d'insertion professionnelle de personnes formées et non-formées reposent sur un ensemble de données publiques et hypothèses sur les caractéristiques d'emploi de ces personnes (notamment niveau de rémunération passé et actuel). Nous détaillons ci-dessous l'ensemble des prestations sociales et recettes (cotisations sociales et patronales, impôt sur le revenu, TVA) considérées pour modéliser l'impact économique de la formation professionnelle.

	Situation	Autres conditions d'éligibilité	Facteurs pris en compte pour le calcul du montant
TVA	En emploi		Revenu net annuel*, auquel est associé une propension marginale à consommer
Impôts sur le revenu			Revenu net mensuel* avant impôts, auquel est associé un montant d'impôt sur le revenu
Cotisations sociales et patronales			Revenu brut mensuel*, auquel est associé un montant de cotisations
ARE (allocation de retour à l'emploi)	Chômage indemnisé	Avoir travaillé plus de 6 mois et ancienneté du chômage inférieure à 18 mois	Salaire journalier de référence précédant la période de chômage**
ASS (allocation spécifique de solidarité)		Ancienneté du chômage supérieure à 18 mois et ressources < 1 363 €	Montant moyen de l'ASS
RSA (revenu de solidarité active)	Inactivité	Avoir plus de 25 ans et ressources < 636 €	Montant moyen du RSA
Prime d'activité	En emploi	Percevoir un revenu de moins de 2022€ nets/mois	Revenu net mensuel*, auquel est associé un montant de prime d'activité

* Pour les demandeurs d'emploi formés et non-formés, le revenu est estimé sur la base de l'âge et du niveau de diplôme. Pour les étudiants formés en apprentissage et en voie scolaire, il est estimé sur la base du niveau de diplôme.

** Le salaire journalier de référence correspond au salaire brut mensuel / 30,4. Pour les étudiants formés en apprentissage, le calcul de l'ARE repose sur le SJR correspondant au salaire en apprentissage.

Estimer l'impact économique de la formation professionnelle

Mise en perspective avec le coût de la formation professionnelle

Les hypothèses sur les retombées économiques de la formation professionnelle présentées en page précédente sont à mettre en perspective avec les coûts induits par la formation professionnelle. Ces coûts directs pour l'acteur public sont de deux natures : a) les coûts générés par la rémunération des personnes formées pendant la formation, et b) les autres coûts de prise en charge des actions financées (coût pédagogique, coût de mise en œuvre...). Nous détaillons ci-dessous la méthodologie déployée pour modéliser 1) le coût de l'apprentissage vis-à-vis de la formation en voie scolaire et 2) le coût de la formation professionnelle à destination des demandeurs d'emploi.

Estimer le coût de l'apprentissage vis-à-vis de la formation en voie scolaire

	Données mobilisées		Méthodologie
Coût de l'apprentissage	France Compétences, 2024 Rapport sur l'usage des fonds de la formation professionnelle		Le calcul d'un coût unitaire public approché (global et par niveau de diplôme) à partir du coût unitaire et des NPEC par diplôme communiqués par France Compétences
Coût de la formation en voie scolaire	CAE, 2021 Les coûts des formations dans l'enseignement supérieur : déterminants et disparités	Min. Educ. Nat, 2025 Le budget et les finances du système éducatif	Le calcul d'un coût unitaire public approché (global et par niveau de diplôme) à partir du coût de l'apprentissage communiqué par France Compétences et des ratios coûts apprentissage / coût voie scolaire par niveau de diplôme fournis par le Trésor.
	Trésor-Eco, 2025 L'apprentissage en France : Quel bilan pour quels objectifs ?		

Estimer le coût de la formation professionnelle à destination des demandeurs d'emploi

	Données mobilisées	Méthodologie
Coût de la formation professionnelle à destination des demandeurs d'emploi	France Compétences, 2024 Rapport sur l'usage des fonds de la formation professionnelle	Le calcul d'un coût unitaire public approché (hors CPF) (total des financements communiqués par France Compétences / Nombre de bénéficiaires). N.B : Nous approchons un coût unitaire public car France Compétences ne se prononce pas sur le coût unitaire de la formation professionnelle à destination des demandeurs d'emploi (« La multiplicité des financements croisés entre acteurs et la variabilité des normes comptables utilisées rendent encore complexe la détermination d'un coût unitaire »)

Estimer l'impact économique de la formation professionnelle

Regard sur la portée des résultats

Les estimations présentées dans ce document s'appuient sur 1) des points de données agrégés concernant les trajectoires d'insertion des personnes formées et non-formées, 2) des hypothèses s'agissant du taux de recours aux prestations sociales et aux montants perçus, et 3) le calcul de retombées économiques directement induites par la formation professionnelle (pas de prise en compte de retombées économiques indirectes).

Dans ce contexte, les auteurs ont privilégié des **hypothèses qualifiées de « conservatrices »** en ce qu'elles conduisent à une **estimation conservatrice des retombées économiques**, c'est-à-dire une **probable sous-estimation**. A ce titre, nous identifions **trois principaux partis pris ou limites susceptibles de sous-estimer les résultats finaux** des modèles de calcul des retombées économiques de la formation.

L'absence de données mois par mois sur les trajectoires d'insertion professionnelle

En mobilisant les données de la DARES sur la situation dans l'emploi après une formation professionnelle, nous disposons d'informations sur la **situation d'emploi de manière consolidée uniquement à 6, 12, 18 et 24 mois**. Nous avons reconstitué les trajectoires mois par mois en nous appuyant sur l'hypothèse d'une **évolution linéaire du taux d'emploi** entre les points de données dont nous disposons. De la même façon, les trajectoires d'insertion professionnelle des étudiants formés en apprentissage et en voie scolaire ont été **reconstituées visuellement à partir des graphiques fournis par le CEREQ sur les 9 parcours d'insertion type dans l'emploi**.

Les auteurs soulignent donc que les trajectoires d'insertion sont imprécises en raison de la non-disponibilité des données mois par mois. En particulier, les écarts d'insertion entre les personnes formées et non-formées sont susceptibles d'être minimisés en raison de ces imprécisions.

Des hypothèses conservatrices sur la modélisation du recours aux prestations sociales et certains facteurs non-pris en compte pour l'estimation de leur montant

Le modèle s'appuie sur les hypothèses de non-recours aux prestations sociales les plus conservatrices parmi les données disponibles dans la littérature existante.

La non-prise en compte de certaines retombées économiques plus difficiles à objectiver

Certaines améliorations de la situation des personnes associées à la formation et à l'insertion **professionnelle (situation de logement, levée de freins économiques, recours aux soins...)** sont susceptibles de générer des retombées économiques non prises en compte dans l'étude (car s'appuyant sur de trop nombreuses hypothèses et pouvant entraver la robustesse des résultats).

Estimer l'impact économique de la formation professionnelle

Sources mobilisées

Bloom Alternance, 2026. Grille de salaire alternance 2026
CAF, 2026. Prime d'activité : campagne d'accès aux droits
CEREQ, 2022. Quand l'école est finie. Premiers pas dans la vie active de la Génération 2017. *Résultats de l'enquête 2020*
Conseil d'analyse économique, 2021. Focus N°074–2021, Les coûts des formations dans l'enseignement supérieur français : déterminants et disparités
Cours des comptes, 2023. La TVA est-elle un impôt juste ?
DARES, 2022. Taux de non-recours : « quantifier le non-recours de l'assurance chômage »
DARES, 2022. Quelles sont les chances de retour à l'emploi après une formation ?
DARES, 2025. Rapport final du comité scientifique de l'évaluation du Plan d'investissement dans les compétences
Direction Générale du Trésor, 2025. L'apprentissage en France : quel bilan pour quels objectifs ?
DRESS, 2022. Les dépenses d'allocation des minima sociaux
DRESS, 2022. Mesurer régulièrement le non-recours au RSA et à la prime d'activité : méthodes et résultats
DRESS, 2024. Revenu mensuel garanti, hors intéressement, pour une personne seule selon ses ressources, au 1^{er} avril 2024
DRESS, 2024. Montant mensuel de la prime d'activité, au 1^{er} avril 2024, selon le revenu d'activité et la situation familiale d'un foyer ayant pour uniques ressources des revenus d'activité
EESI5_ES_26_06 – Caractéristiques du 1^{er} emploi occupé
ESSRI5_ES_26_06 – Caractéristiques de l'emploi occupé en 2020
France Compétences, 2024. Rapport sur l'usage des fonds de la formation professionnelle
France Travail, 2023. Montant d'allocation chômage et salaires de référence des allocataires de l'Assurance chômage
France Travail, 2024. Eclairages et synthèses – Les demandeurs d'emploi de longue durée en 2024
France Travail 2025. Demandeurs d'emploi, T4 2025
France Travail, 2026. Comment est calculé le montant de mon allocation ?
France Travail, Data Emploi. Demandeurs d'emploi de longue durée
France Travail, Data Emploi. Jeunes
France Travail, Data Emploi. Séniors
INSEE, 2025. France – Portrait social 2025
INSEE, 2025. Formation et emploi
Ministère de l'Education Nationale, 2022. Le budget des finances du système éducatif
Ministère de l'Enseignement supérieur, 2022. Etat de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation en France n°18.29. trajectoires professionnelles des sortants de l'enseignement supérieur en 2017
URSAFF. Simulateur de cotisations employeur
URSAFF. Simulateur de revenus pour le salarié

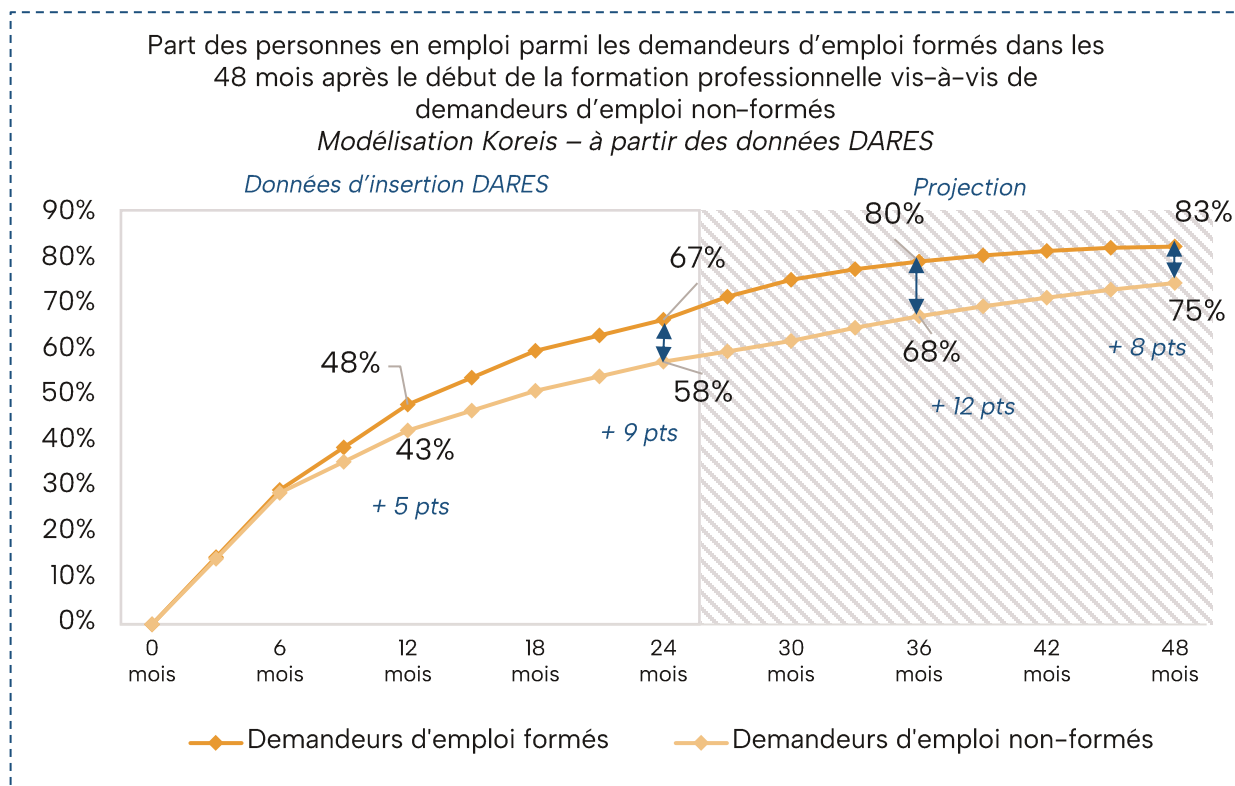
A close-up photograph of a person's hand holding a yellow pencil, poised over an open notebook. The notebook has a grid pattern and contains a hand-drawn flowchart with several boxes and arrows. The person is wearing a white long-sleeved shirt and a silver ring on their ring finger. The background is a solid blue color.

2. Impact économique de la formation professionnelle pour la puissance publique

Demandeurs d'emploi formés vs. non formés

Trajectoires d'insertion professionnelle comparées

Les données DARES* sur la situation d'emploi des demandeurs d'emploi formés et non-formés à 6, 12, 18 et 24 mois après le début de la formation professionnelle nous permettent de reconstituer des trajectoires d'insertion mois par mois. Les parcours moyens ci-dessous montrent que la formation professionnelle favorise aussi une insertion plus importante et plus durable pour les demandeurs d'emploi.



Passé le 6^{ème} mois après le début de la formation, l'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi formés est plus élevée que celle des demandeurs d'emploi non-formés.

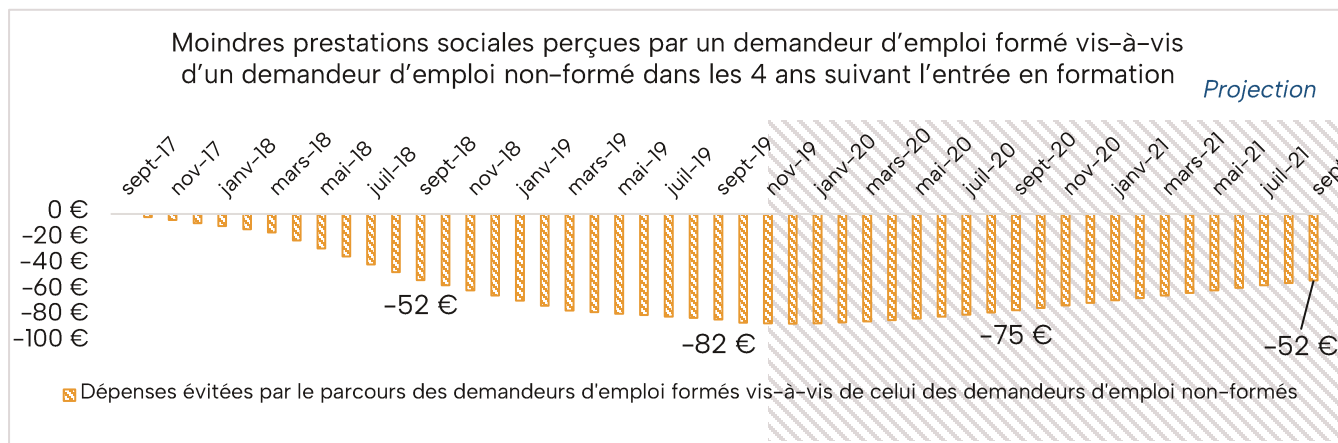
Cette tendance se poursuit jusqu'à 24 mois après le début de la formation : à 12 mois, 48% des demandeurs d'emploi formés sont en emploi, contre seulement 43% des demandeurs d'emploi non-formés ; A 24 mois, 67% des demandeurs d'emploi formés sont en emploi, contre seulement 58% des demandeurs d'emploi non-formés, soit un écart de 9 points de pourcentage.

* DARES (2022) Quelles sont les chances de retour à l'emploi après une formation ? L'apport de la base ForCe pour l'analyse des trajectoires individuelles de chômage vers l'emploi

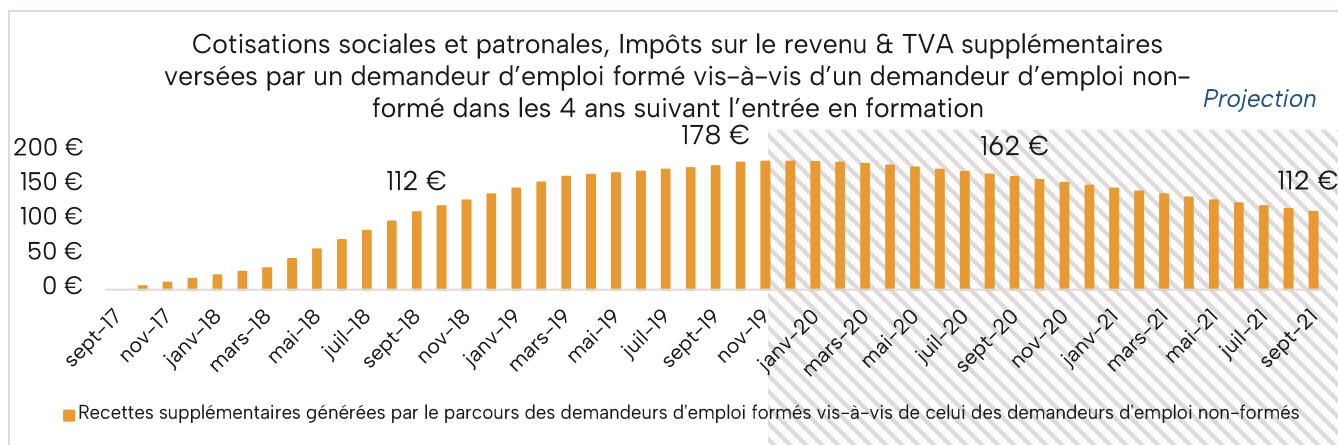
Demandeurs d'emploi formés vs. non formés

Des retombées fiscales positives pour la puissance publique

Ces trajectoires d'insertion nous permettent d'estimer les coûts (prestations sociales) et recettes (cotisations sociales et patronales, impôts sur le revenu, TVA) induits par un demandeur d'emploi formé, vis-à-vis d'un demandeur d'emploi non-formé.



Sur la période, les **DE formés perçoivent moins de prestations sociales** que les DE non-formés, du fait d'une **meilleure insertion professionnelle**. En début de parcours, les **dépenses évitées** par les trajectoires d'insertion des DE formés **sont plus faibles**, en raison d'un montant de **prime d'activité supérieur pour les DE formés**. Ce résultat s'explique par des écarts de taux d'emploi très faibles entre les DE formés et non-formés au début du parcours.



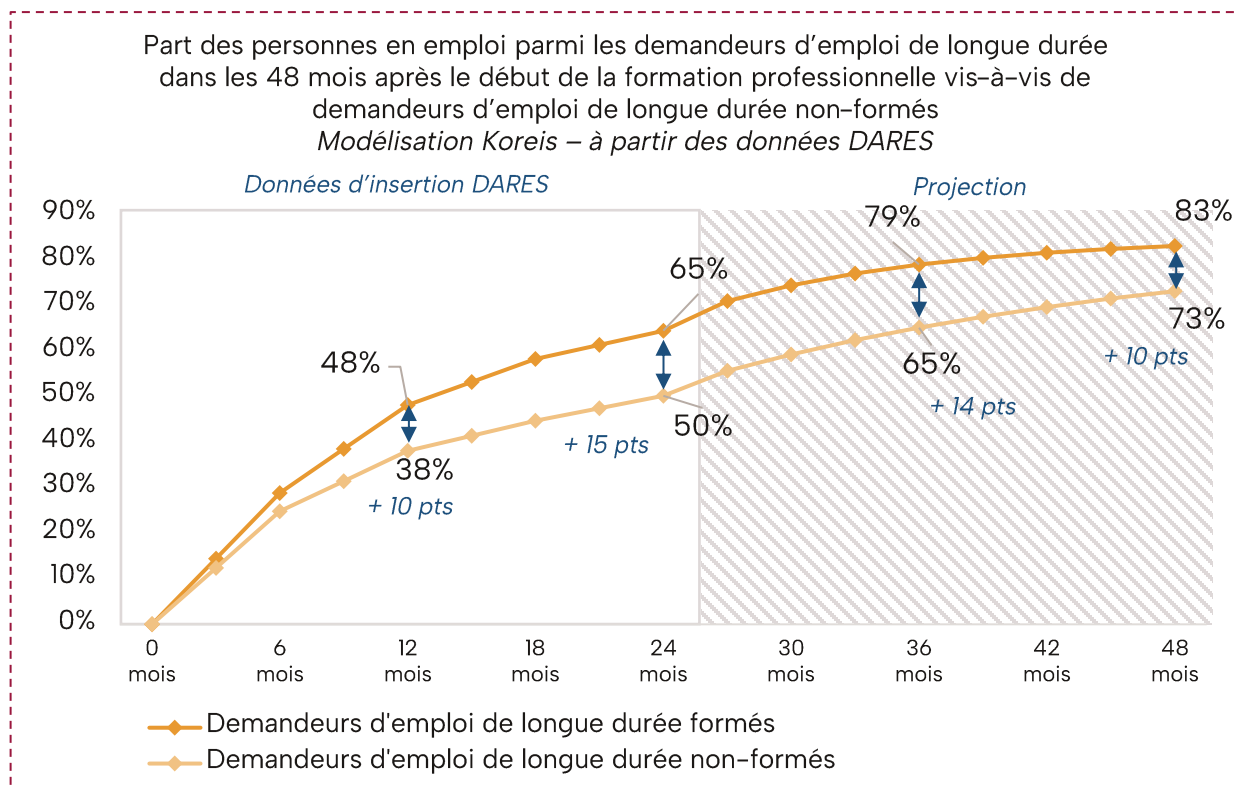
Sur la période, la **meilleure insertion professionnelle des DE formés se traduit par des montants plus importants de cotisations sociales et patronales, d'impôts sur le revenu et de TVA**.

N.B : Les échantillons de demandeurs d'emploi formés et non-formés étudiés par la DARES sont comparables en termes de caractéristiques (salaire lors de la reprise du travail, % de bénéficiaire du RSA...)

Focus sur les demandeurs d'emploi de longue durée

Des retombées fiscales qui compensent le coût de la formation ~ 4 ans après le début de la formation

Les trajectoires des demandeurs d'emploi de longue durée formés et non-formés sont sensiblement les mêmes que celles de l'ensemble des demandeurs d'emploi. De la même façon, les retombées fiscales supplémentaires générées par le parcours d'un demandeur d'emploi de longue durée formé vis-à-vis d'un demandeur d'emploi de longue durée non-formé compensent le coût de la formation 4 ans après son début.



8 905 €

de retombées fiscales générées par le parcours d'insertion d'un demandeur d'emploi de longue durée formé vis-à-vis d'un demandeur d'emploi de longue durée non-formé dans les 4 ans après le début de la formation
(dont 3 115 € de recettes sur les 2 premières années)

contre

8 620 €

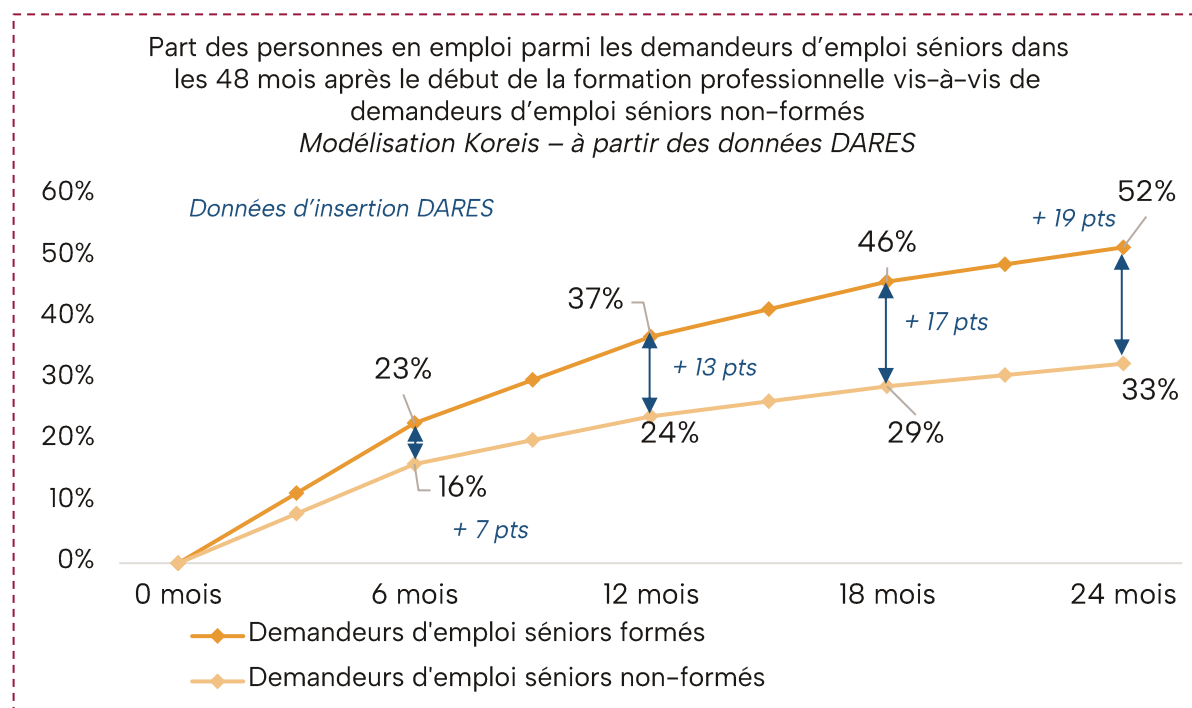
de coût d'investissement unitaire public moyen dans la formation des demandeurs d'emploi

*DARES (2022) Quelles sont les chances de retour à l'emploi après une formation ? L'apport de la base ForCE pour l'analyse des trajectoires individuelles de chômage vers l'emploi

Focus sur les demandeurs d'emploi seniors (plus de 55 ans)

Des retombées fiscales qui compensent le coût de la formation ~ 2 ans après le début de la formation

Les résultats ci-dessous mettent en évidence un effet différencié de la formation professionnelle sur les trajectoires d'insertion selon le profil des demandeurs d'emploi. La formation joue un rôle encore plus déterminant dans l'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi seniors formés vis-à-vis de demandeurs d'emploi seniors non-formés. Le différentiel d'insertion généré par la formation professionnelle se traduit par des retombées fiscales qui compensent rapidement (seulement 2 ans après le début de la formation) le coût d'investissement dans la formation des demandeurs d'emploi.



8 820 €

de retombées fiscales générées par le parcours d'insertion d'un demandeur d'emploi senior formé vis-à-vis d'un demandeur d'emploi senior non-formé dans les 2 ans après le début de la formation

contre

8 620 €

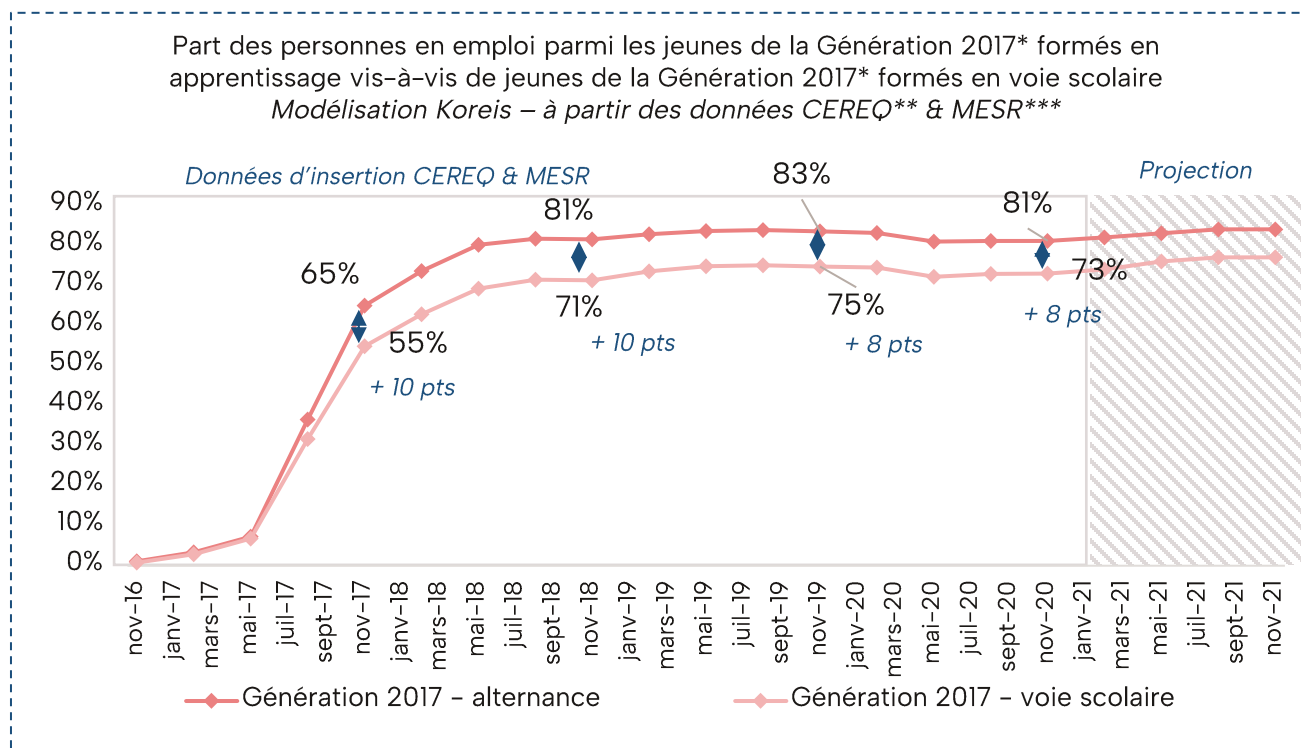
de coût d'investissement unitaire public moyen dans la formation des demandeurs d'emploi

*DARES (2022) Quelles sont les chances de retour à l'emploi après une formation ? L'apport de la base ForCE pour l'analyse des trajectoires individuelles de chômage vers l'emploi

Etudiants formés en apprentissage vs. formés en voie scolaire

Trajectoires d'insertion professionnelle comparées

Les trajectoires d'insertion professionnelle modélisées par le CEREQ** nous permettent de reconstituer un parcours moyen d'insertion professionnelle pour les étudiants issus de la Génération 2017* selon la voie de formation suivie (apprentissage vs. voie scolaire). Les trajectoires ci-dessous montrent que l'apprentissage favorise une insertion professionnelle plus importante et plus durable que la formation en voie scolaire.



18 mois après la sortie de formation, **81%** des jeunes formés en apprentissage sont en emploi, contre seulement **71%** des jeunes formés en voie scolaire

Cet écart d'insertion est durable : **3,5 ans** après la sortie de formation, **81%** des jeunes formés en apprentissage sont en emploi, contre seulement **73%** des jeunes formés en voie scolaire.

* sortants de formation initiale au cours de l'année 2017

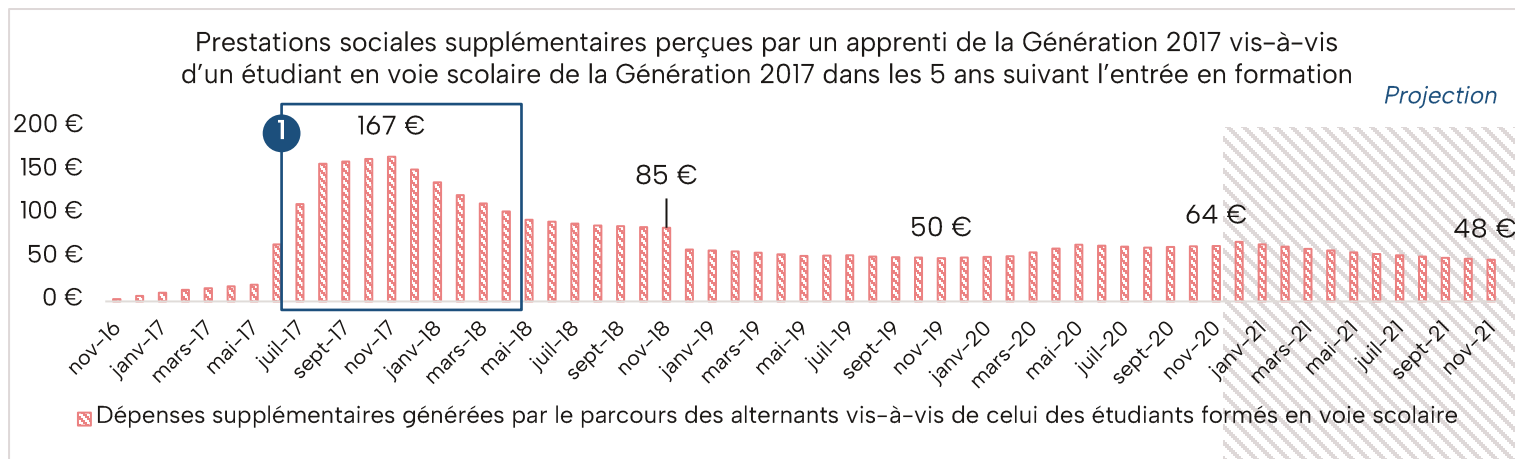
** CEREQ. 2022. Quand l'école est finie. Premiers pas dans la vie active de la Génération 2017

*** Ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche. 2021. L'insertion professionnelle des alternants de l'enseignement supérieur

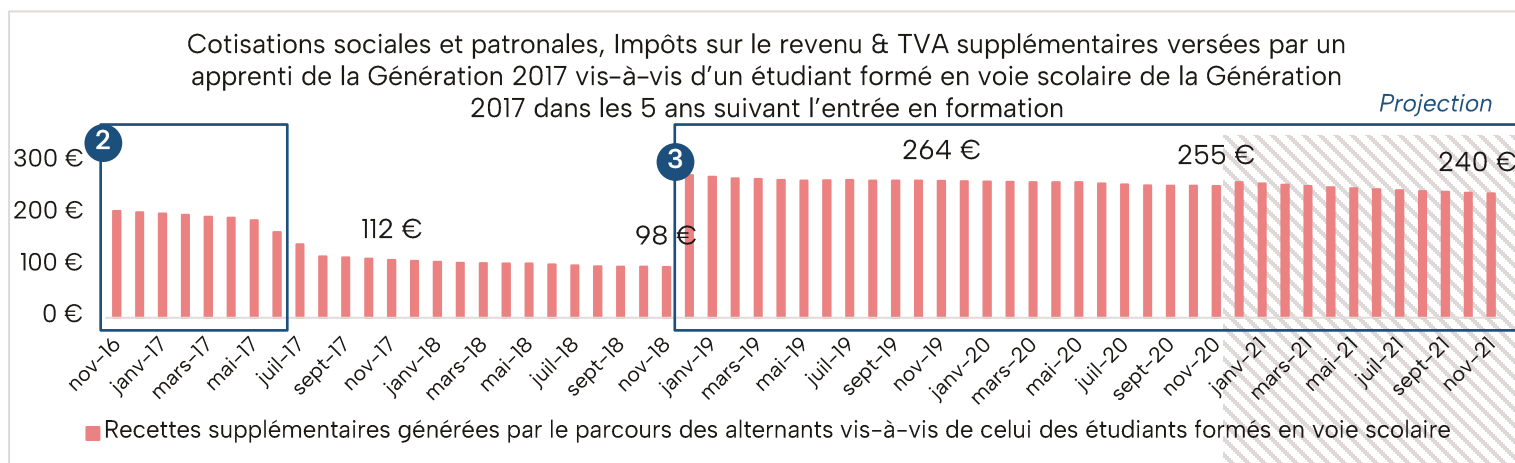
Etudiants formés en apprentissage vs. formés en voie scolaire

Des retombées fiscales positives pour la puissance publique

Ces trajectoires d'insertion nous permettent d'estimer les coûts (prestations sociales) et recettes (cotisations sociales et patronales, impôts sur le revenu, TVA) induits par une personne formée en apprentissage, vis-à-vis d'une personne formée en voie scolaire.



1 Les apprentis perçoivent davantage de prestations sociales que les étudiants en voie scolaire, notamment en début de parcours : au sortir de la formation, **la majorité des anciens apprentis au chômage perçoit l'ARE**, ce qui n'est pas le cas des formés en voie scolaire.



2 Pendant la formation, **les étudiants formés en apprentissage ont le statut de salarié** et génèrent des retombées économiques positives via le **versement de cotisations sociales & patronales**.

3 Sur le long terme, les **meilleures trajectoires d'insertion** des apprentis, ainsi que leur **meilleur niveau de rémunération** se traduisent par des montants plus importants de cotisations sociales et patronales, d'impôt sur le revenu et de TVA.



Laura Le Saux

Directrice d'études
laura@koreisconseil.com

Lyne Chahed

Consultante
lyne@koreisconseil.com

www.koreisconseil.com